

Il sera peut-être nécessaire de subventionner les petites garderies à domicile pour leur permettre de survivre. Je pense qu'il faut souligner que la qualité ne va pas de pair avec les gros profits. Seul le gouvernement peut faire en sorte que les normes de qualité soient les plus élevées possibles. Il est important que les garderies qui bénéficient des fonds publics respectent les normes de qualité, soient tenues de fournir des renseignements et aient à rendre compte de leur situation financière. D'autre part, elles doivent adopter un style de gestion ouvert et permettre la participation des parents. (*Délibérations*, 5 avril 1988, 1:8)

Les témoins font également mention de l'importance de la participation des parents à l'organisation des services de garde, tout en considérant, en général, qu'elle n'est pas possible dans le cas des garderies commerciales. Un témoin établit une distinction entre les critères «objectifs» de qualité qui peuvent faire l'objet d'une réglementation contrairement aux critères «subjectifs». La formation des éducateurs, les rapports enfants/éducateurs, l'hygiène et la salubrité, tombent dans la première catégorie. Dans la seconde, on retrouve le «climat affectif», le contenu du programme, les rapports entre éducateurs et parents, la transmission des valeurs:

... En fait, tout ce qui n'est pas quantifiable et qui ne peut pas être inscrit dans les normes mais qui fait effectivement la différence entre un service de qualité et un qui ne l'est pas. (*Délibérations*, 3 mai 1988, 4:11)

Il ressort des témoignages que seuls les conseils que pourraient donner les parents ainsi que leur participation à l'organisation des services de garde permettraient, de la façon la plus plausible qui soit, de garantir cette qualité «non quantifiable».

Les témoins entendus reprochent au gouvernement fédéral de ne pas favoriser suffisamment la mise sur pied de services sans but lucratif, ce qui risque de compromettre la croissance des services de garde.

J'ai imaginé deux scénarios possibles pour la création de nouvelles places au cours des sept prochaines années.

Scénario numéro un. Comme il est probable que les garderies commerciales autant que les garderies bénévoles auront accès aux fonds du gouvernement par l'intermédiaire des subventions aux parents, le secteur commercial sera le plus énergique et s'intéressera aux secteurs démographiques attractifs. Ce sera bien entendu la clientèle la plus facile à servir, celle des centres très peuplés, au revenu moyen, laissant les secteurs difficiles et coûteux au secteur bénévole.

La force, s'il en est, du système actuel de garde d'enfants de Nouvelle-Écosse réside dans le fait qu'il n'y a pratiquement pas de «ghetto». Les centres qui accueillent des enfants subventionnés comptent également d'autres enfants